

*La République du Centre, 20 février 2014***FAGORBRANDT ■ Encore des incertitudes**

Élus et organisations syndicales sont sortis de la réunion organisée, hier, au ministère du Redressement productif, avec un « sentiment d'incertitude », à propos de l'avenir des sites FagorBrandt. À l'instar d'Éric Doligé, sénateur et président du conseil général (UMP), Jean-Pierre Sueur, sénateur (PS), Charles-Éric Lemaignan, président de l'Agglo d'Orléans (UMP) et Marie-Madeleine Mialot, vice-présidente de la région (PS), Christophe Chaillou, le maire socialiste de Saint-Jean-de-la-Ruelle, faisait partie de la délégation du Loiret. Ce dernier estime ne pas avoir eu beaucoup de nouvelles informations. « Il n'y a toujours pas de réponses sur la question centrale de la reprise des marques. Les procédures judiciaires sont différentes entre la France et l'Espagne. Sans l'accord de l'Espagne sur ce point, l'offre du repreneur Cevital ne peut être acceptée », commente l'élu. Du côté des syndicats c'est l'inquiétude qui domine. « Je trouve que les choses n'avancent pas beaucoup et que cela commence à faire long », confie Nathalie Pillet, déléguée syndicale centrale pour la CFTC. La représentante se demande ce qui va se passer dans les semaines à venir. « S'il n'y a pas d'avancées d'ici le 27 février, quelle sera la décision du tribunal de commerce de Nanterre ? Et s'il y a un nouveau report de la décision, qui va financer ? Ca va être critique... », se désole Nathalie Pillet. Élus et syndicats espèrent que la situation va se débloquer avant la décision du tribunal attendue le 27 février. ■